

Emmanuel Macron en Auvergne pour rassurer des agriculteurs inquiets

© 25/01/2018 |  Terre-net Média

Emmanuel Macron va appeler jeudi l'agriculture française à se transformer en profondeur tout en tentant de rassurer un secteur très inquiet, à l'occasion de ses « vœux aux agriculteurs » en Auvergne.

En quelques heures, le président va passer du cadre fastueux du Forum économique de Davos, où il a rencontré mercredi le gotha mondial, à l'étable d'une ferme au cœur du Parc des volcans d'Auvergne. Il est en effet attendu jeudi midi aux Violettes, une exploitation située à 1 000 mètres d'altitude où deux couples d'agriculteurs produisent, avec 40 vaches laitières, du Saint-Nectaire, de la Fourme et du Gaperon, trois fromages locaux qu'ils vendent essentiellement en vente directe.

Cette visite précèdera **le discours des vœux qu'Emmanuel Macron** prononcera à 15h à Saint-Genès-Champanelle, une commune à une quinzaine de kilomètres de Clermont-Ferrand. Il respectera un engagement de campagne en présentant « des vœux spécifiques aux agriculteurs, pour la première fois dans l'histoire récente », indique l'Élysée. Dans son discours, il va « décliner sa vision pour une **transformation en profondeur de l'agriculture française** » afin de lui faire « retrouver la voie vertueuse de la valeur », selon la présidence.

Le modèle agricole français est « totalement dépassé », juge Christophe Castaner, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement. Emmanuel Macron pourrait par ailleurs répondre aux critiques de l'opposition qui l'accuse de négliger la France rurale depuis son arrivée au pouvoir. Il a été ainsi mis en cause pour son « mépris pour la France des territoires » par le président des Républicains, Laurent Wauquiez, qui ne représentera pas la région Auvergne-Rhône-Alpes qu'il préside en raison de sa participation à l'émission politique de France 2 dans la soirée.

« Année charnière »

Emmanuel Macron prononcera son discours quelques jours avant la présentation, le 31 janvier par le ministre de l'agriculture Stéphane Travert, du projet de loi destiné à mettre en œuvre les conclusions des **Etats généraux de l'alimentation**. L'objectif de ce dernier était double : assurer **un juste prix payé aux producteurs** ; garantir une alimentation sûre, saine, durable et accessible à tous.

Mais les acteurs de terrain se demandent ce qu'il y aura exactement dans la loi. Le président de la Coordination rurale, deuxième syndicat agricole, Bernard Lannes espère que le chef de l'État « parlera clairement de ce qu'il compte faire avec la loi » et en donnera « les grandes orientations ». Souhaitant que la loi soit « mise en application très vite », Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, réclame que « M. Macron rappelle à l'ordre » les distributeurs, qui « ont totalement quitté l'état d'esprit des Etats généraux » dans les négociations commerciales en cours avec les producteurs. « Dans 75 % des cas, ils demandent de 2 à 8 % de baisse » des prix, selon elle. « 2018 risque d'être une année charnière pour l'agriculture », estime Laurent Pinatel, porte-parole de la Confédération paysanne. Il appelle Emmanuel Macron à « ne pas lâcher sur sa volonté de faire changer de cap à l'agriculture », par les moyens législatifs ou au niveau de la Politique agricole commune (Pac). Le président a promis un plan d'investissement de cinq milliards d'euros pour l'agriculture, mais les syndicats se demandent les producteurs les plus fragiles en bénéficieront alors que le nombre de défaillances d'exploitations continue d'augmenter. « 70 % des agriculteurs sont dans le rouge », selon la Coordination rurale.

Le dossier sensible du loup devrait également s'inviter à ce déplacement, puisqu'une manifestation est organisée à Saint-Genès-Champanelle pour relayer « la souffrance et la détresse des éleveurs victimes des prédations ». Après un dîner au lycée hôtelier et général de Chamalières, Emmanuel Macron apportera vendredi son soutien à la candidature au patrimoine mondial de l'Unesco de la Chaîne des Puys, chapelet de 80 volcans âgés de 8 400 à 95 000 ans. Lancée il y a 11 ans, la demande de classement doit être réexaminée par le Comité du patrimoine mondial fin juin à Manama, au Bahreïn, après avoir été recalé par deux fois en 2014 et 2016. Si la neige ne l'empêche pas, le chef de l'État arpentera le sommet du Puy de Dôme, qui culmine à 1.465 mètres. Il pourrait ensuite, selon des sources locales, se rendre au lac Chauvet, apprécié de François Mitterrand, pour un déjeuner privé avec des élus ou ex-élus auvergnats comme Michel Charasse.